



Salaires, postes, conditions de travail, réformes : éducation en danger Grève unitaire le 1er février

Pour nos salaires, contre les suppressions de postes, contre la mise en place des réformes à marche forcée, nos organisations syndicales CGT Educ'Action 01, FNEC FP – FO 01, FSU 01, SUD éducation 01, SE UNSA 01 appellent à une action de grèves et des manifestations le 1er février 2024.

La crise de recrutement dans l'EN se pérennise et toutes les études montrent que la faiblesse des salaires est le 1^{er} obstacle à l'attractivité des métiers de l'EN. Nos organisations exigent de véritables augmentations salariales par une augmentation significative du point d'indice pour tous les personnels, y compris les personnels non-enseignants, ainsi que l'abandon du pacte.

Il faut renoncer aux suppressions de postes et en créer de nouveaux pour permettre notamment d'alléger les effectifs par classe mais aussi d'assurer les remplacements. La perte de sens du métier doit être prise au sérieux. La formation continue saccagée, l'inclusion sans moyens, les effectifs nombreux dans les classes, etc : tout cela contribue à dégrader davantage les conditions de travail.

Sur la question de l'inclusion, tous les voyants sont au rouge et les personnels enseignants et AESH sont à un point de rupture. C'est pourquoi nos organisations réclament des moyens à la hauteur des besoins, un statut de fonctionnaire et un vrai salaire pour les AESH, des recrutements d'AESH et de moyens humains nécessaires, l'abandon des mesures prises dans le cadre de l'acte 2 de l'École inclusive à coups de 49.3.

Nos organisations exigent le retrait du projet de réforme des LP qui est emblématique du moins d'école, moins d'enseignant-es, plus d'entreprises, plus d'externalisation des missions, et plus de management ! Cette réforme est à rebours des enjeux éducatifs, elle engage des bouleversements majeurs qui auront aussi un impact lourd sur les conditions de travail de l'ensemble des personnels exerçant en lycées professionnels et sur les conditions d'apprentissage des élèves.

Plus globalement, les mesures "Choc des savoirs" annoncées par le Ministre dessinent un projet d'école qui revient sur l'objectif de démocratisation et aggrave les inégalités. Elles vont encore dans le sens d'un contrôle accru du travail enseignant (manuel unique, méthodes imposées, évaluations standardisées) contre la liberté pédagogique.

Pour toutes ces raisons, l'intersyndicale de l'éducation de l'Ain appelle à se mobiliser par la grève et la manifestation le 1er février, ainsi que par des actions diversifiées dès maintenant.

**AG Lycées Pro à 12h, maison des syndicats, étage CGT, salle de réunion au fond
Départ manif à 14h Mairie de Bourg-en-Bresse**